

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'ouverture de la Hongrie à l'Europe, le problème des minorités, les relations franco-hongroises, notamment culturelles, et le socialisme démocratique européen, Budapest, le 19 janvier 1990.

Je vous remercie, monsieur le Président. Je vous répondrai en deux mots pour déclarer à quel point la délégation qui m'accompagnait et moi-même, nous avons été satisfaits de rencontrer les dirigeants hongrois, l'ensemble des responsables politiques gouvernementaux et d'opposition et des dirigeants d'organisations, particulièrement d'ordre culturel.

- L'accueil, les conditions de travail qui nous ont été offertes, la multiplicité des échanges, tout cela fait que je quitterai la Hongrie avec regret et le sentiment que nous avons fait avancer les relations entre nos deux pays et notre compréhension mutuelle des problèmes européens.

- Quant à vous, mesdames et messieurs, vous avez certainement déjà relevé un certain nombre de décisions qui ont été prises par les uns et par les autres, les ministres qui m'accompagnaient, les industriels. Cela donne lieu à toute une série d'accords particuliers, dont j'ai la liste ici, qu'on vous a communiquée ou qu'on vous communiquera. Mais je pense que vous vous intéressez davantage aux questions de fond touchant à la politique générale, bilatérale et multilatérale et c'est là-dessus que j'attends vos questions.\

QUESTION.- Avez-vous discuté pendant les négociations de l'abolition d'obligation de visas entre la France et la Hongrie, surtout après la décision de l'Italie ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons adopté pour l'attribution des visas une politique qui fut un temps restrictive au moment du développement du terrorisme en France puisque était réservée l'absence de visas aux pays de la Communauté européenne, plus la Suisse seulement.

- Ensuite on a élargi aux pays du Conseil de l'Europe, au Japon etc.. Mais c'est vrai qu'il reste encore bon nombre de pays qui nous pressent de consentir une libéralisation de notre politique. Surtout, nos partenaires africains avec lesquels nous avons des accords particuliers et permanents. Mais aussi, et c'est le cas de la Hongrie, un certain nombre de pays de l'Europe centrale ou orientale. Moi, personnellement, je pense que nous avons franchi suffisamment de pas pour que désormais nous puissions ouvrir davantage cette capacité. Nous ne pouvons pas, mais la question ne se pose pas pour la Hongrie, nous ne pouvons pas ouvrir jusqu'à ce qu'une forme d'immigration nouvelle - on a déjà assez à faire avec celles qui se proposent dans les circuits existants - s'accroisse exagérément & mais c'est vrai que nous avons tout intérêt à faciliter nos échanges, les voyages, le tourisme, à faire que les visas soient moins coûteux pour des gens dont le pouvoir d'achat est souvent assez peu élevé & donc, c'est un problème que je vais examiner avec le Premier ministre, le ministre de l'intérieur, et le ministre des affaires étrangères, avec le souci de réponses aussi favorables que possible. Je ne peux pas vous répondre comme cela, c'est une affaire de gouvernement, ce sont des conversations que j'aurai un peu plus tard.\

QUESTION.- Plusieurs de vos interlocuteurs ont souhaité que la France contribue à régler le problème des minorités nationales en Europe centrale. Comment réagissez-vous et comment

répondez-vous à cette requête ?

- LE PRESIDENT.- Je réponds avec les moyens dont je dispose. C'est un problème qu'on ne règlera pas par le bas, c'est-à-dire par l'examen de chaque minorité l'une après l'autre sous l'aspect de revendications de caractère national. On le règlera par le haut, c'est-à-dire par une organisation européenne qui disposera de règles communes et parmi ces règles il y aura le sort fait aux minorités. Le problème de la Hongrie est un problème particulièrement sensible et douloureux. Les deux dernières guerres mondiales ont pratiquement abouti à retrancher du peuple hongrois les deux tiers du territoire dont il disposait. Ce qui veut dire que tout autour il existe des minorités importantes qui continuent de se sentir hongroises, de parler la langue, de relever des moeurs et des coutumes de la Hongrie. Ce problème ne peut pas être réglé à la façon que nous avons connue par le passé, c'est-à-dire par des conflits, des conflits ouverts avec des débouchés militaires. L'intérêt de l'Europe aujourd'hui est de garantir les frontières mais la garantie des frontières ne doit pas être assortie d'une sorte de refus de considérer le sort des minorités lorsqu'elles sont opprimées. Dans l'idée que j'ai de ce que pourrait être l'organisation future de l'Europe au cours des prochaines années, je considère qu'un statut des minorités permettrait le règlement de beaucoup de cas souvent tragiques. Sans s'en prendre aux frontières, donc à l'intégrité des Etats, mais en reconnaissant le droit des populations. Dans l'idée que j'ai d'une Confédération européenne, je pense qu'un problème de cette ampleur trouverait tout naturellement sa place.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Président de la République hongroise dans ses mots d'introduction, a dit que votre idée ou votre projet de Confédération européenne était entièrement acceptée par le gouvernement hongrois, nous avons, au cours de votre visite, entendu des opinions exprimées par des Hongrois suivant lesquelles cette Europe confédérale devrait être européenne. On a l'impression qu'ils voudraient placer les frontières un peu plus proches de l'Ouest que certains. Est-ce que c'est un problème dont vous avez discuté ?

- LE PRESIDENT.- Naturellement, les Hongrois sont très préoccupés de ce que sera l'Europe de demain. Ils sortent pour l'instant d'un système, non pas d'un système d'alliance mais d'un type d'organisation qui les reliait presque uniquement à l'une des grandes puissances. Donc, ils aspirent à ouvrir leurs portes et leurs fenêtres en particulier sur l'Occident. Le projet d'une Confédération européenne, c'est une tentative de réponse qui suppose pas mal de préalables. Mais qui, en tous cas, peut être, devenir, entrer dans le réel au cours des années prochaines. Cela suppose que soit résolu le problème des alliances, souvent le problème des nationalités. Et d'abord et surtout la mise en place de systèmes démocratiques. A partir de là chacun viendra, s'il le veut, dans l'organisation commune que je souhaite. J'ai employé l'expression "plusieurs cercles". Il existe la Communauté européenne, tout doit être fait pour renforcer les structures des Douze qui pourront s'ouvrir, le cas échéant, à tel ou tel autre pays, pas avant 1993, je suppose, mais un jour. Plus la Communauté s'étendra avec ses règles très contraignantes, avec ses disciplines strictes, moins ce sera facile pour des pays de statut économique très différent et qui ne seraient pas prêts à franchir ce pas. Cela ne leur est pas proposé et ils ne l'ont pas demandé. Pour l'instant vous savez qu'il existe une demande autrichienne et une demande turque. Mais je pense à tous ces pays qui redeviennent des pays vraiment souverains et indépendants qui vivent à côté de la Communauté des Douze et qui n'ont pas de destin, qui n'ont pas de perspective. Assurément une position de ce genre les conduira à créer des ententes régionales par besoin de trouver des concours, d'appartenir à des ensembles, et pourquoi ne pas aller jusqu'à l'ensemble européen ?

- Comme je le disais récemment, nous sommes autant d'Europe les uns que les autres. Dans un système confédéral, donc moins contraignant, moins strict que ne l'est la Communauté, vous aurez à la disposition de tous un certain nombre de règles de vie visant les échanges de toutes sortes, pas simplement commerciaux, mais aussi la sécurité.

- Voilà, cela intéresse beaucoup les Hongrois et c'est normal. Est-ce que chaque pays va être obligé de vivre sur lui-même, s'il s'agit d'ententes régionales, lesquelles ?\

` Suite sur une confédération européenne `

Le congrès européen à propos de la question des frontières et des évolutions intérieures

- Je songe vraiment à proposer, à mesure que le temps passera et que les évolutions intérieures se feront, un système de type confédéral qui serait d'une nature différente de celle de la Communauté qui en serait complémentaire. Pour cela il faut multiplier les institutions communes. Eurêka technologique s'adresse déjà à dix-huit pays d'Europe et pas simplement aux Douze, pourquoi est-ce qu'il ne s'adresse pas à des pays comme la Hongrie ? Voyez la Banque de reconstruction et de développement, elle est destinée à tous les pays qui le souhaiteront pour aider l'Europe du Centre et de l'Est. On pourrait multiplier les exemples de ce genre, le Conseil de l'Europe, d'autres institutions encore qui, spécialisées, habitueraient tous ces pays à travailler ensemble et à se doter d'autorités communes, limitées mais communes, de règles d'existence commune.

- Alors, je vous le répète, cela intéresse beaucoup les Hongrois qui sont exactement le type de peuple auquel je pense. Mais il y a les alliances militaires, il y a les traités existants, et il n'est pas mauvais que ces alliances continuent pour l'instant de représenter un certain nombre de rapports de force qui ont tendance à s'équilibrer. Cela ne peut pas être le dessein, ni le destin permanent de l'Europe, enfin pour l'instant cela existe, nous continuons de nous respecter mutuellement.

- Il y a la conférence CSCE auquel participent deux pays extérieurs à l'Europe, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Sur le plan militaire c'est une bonne chose puisque c'est là que se trouvent en réalité les forces qui de part et d'autre autour de l'Union soviétique et avec les Américains représentent aujourd'hui les deux blocs qui ont tendance à s'équilibrer. Mais sur tous les autres plans les Européens ont vocation à s'entendre ensemble. Quels Européens ? Ceux qui voudront et ceux qui seront démocratiques. Il y a donc des pays qui continueront de s'en exclure, s'ils ne veulent pas, cela va de soi, et s'ils ne sont pas démocratiques. Laissez le temps parler pour eux.

- Puis enfin, ce n'est pas une conception qui sort toute armée de mon cerveau, c'est une chose qui se discutera avec tous les pays qui seront intéressés. Je n'apporte pas là une oeuvre achevée à laquelle je dis : "N'y touchez pas parce que je l'ai faite et j'en suis propriétaire". C'est un projet soumis à l'intention de tous les autres pays d'Europe.\

QUESTION.- Quelles ont été vos impressions en rencontrant les différents dirigeants des partis d'opposition que vous avez bien voulu rencontrer ce matin ? Quelles impressions avez-vous recueillies ?

- LE PRESIDENT.- Mon impression principale est que l'opposition préférerait être la majorité. Ce sont les électeurs hongrois qui le diront. Je dois dire, pour équilibrer mon propos, que ce que j'ai ressenti des propos de la majorité, c'est qu'ils aimeraient bien le rester. Puis il y a une position moyenne que je crois avoir perçue c'est que l'on s'attend aussi à des coalitions, quelles en seront les limites ? Cela sera les résultats des élections qui le dira. Mais j'ai trouvé beaucoup d'intérêt à ces conversations. J'ai rencontré le premier jour les formations politiques au pouvoir, j'ai rencontré le Forum démocratique, le lendemain j'ai rencontré les quatre autres organisations, aujourd'hui oppositionnelles, chacun a apporté une note intéressante autour d'un débat commun : comment réussir la démocratie en Hongrie ? Ils y tiennent tous. Peut-être pas de la même manière, ça c'est le débat intérieur en Hongrie, ce n'est pas mon affaire. Mais indiscutablement, il y a un appel démocratique puissant et donc le souci de se défaire de tout ce qui pourrait demeurer des vestiges de l'ordre précédent. Là-dedans chacun a une préférence idéologique ou pratique selon le milieu social qu'il représente. Là-dessus je n'ai rien à dire. J'avais à écouter. Mais j'ai le sentiment d'une très grande maturité et du désir de voir l'évolution de la Hongrie jusqu'aux élections et après se dérouler dans la paix civile. Ce qui me paraît être un progrès par rapport à certains pays voisins.\

QUESTION.- En votre qualité de Président de la République française vous êtes aussi chez vous au-dessus des partis mais nous connaissons tout de même votre carrière politique. Nous connaissons vos déclarations politiques, donc nous estimons, nous prétendons que vous vous considérez vous-même comme un politicien, comme un homme d'Etat socialiste. Alors en cette qualité aussi vous avez rencontré le Président du Parti socialiste hongrois, M. Reszô Nyers. Quelle est votre opinion sur les possibilités de développement entre les relations entre le Parti socialiste français et le Parti socialiste hongrois et comment jugez-vous les chances de l'admission du Parti

socialiste hongrois au sein de l'Internationale socialiste ?

- LE PRESIDENT.- Je vais diviser en trois ma réponse. Premièrement, c'est vrai je suis Président de la République française et je suis socialiste. S'il s'agit de souhaiter une majorité pour la France, en France, je souhaite que cette majorité soit conforme à ma pensée et à l'idée que je me fais de l'intérêt des Français. Mais dans la même qualité j'ai le devoir de veiller à l'application des lois de façon juste au bénéfice de chacune des fractions de la vie politique française qui accepte pour elle-même les lois de la démocratie. Donc j'entends être le Président de la République de tous les Français, étant entendu que tous les Français savent ou doivent savoir quel est mon propre choix, sur lequel il n'y a pas de doute possible.

- Quant aux relations du Parti socialiste français, deuxièmement, et du Parti socialiste hongrois ou des autres partis sociaux-démocrates ou autres, cela n'est pas de mon domaine. Je n'ai pas de responsabilités au sein du Parti socialiste. J'en ai eu. Je n'en ai plus. Il y a de nouveaux responsables, il y aura d'ici peu des responsables élus qui auront pour mission de définir les relations qu'ils entendent avoir avec les Partis socialistes de diverses nuances dans les pays voisins.

- Troisièmement, l'Internationale socialiste relève de l'organisation qui porte ce nom où je n'exerce également aucune fonction. C'est Willy Brandt qui en assure la Présidence. C'est Pierre Mauroy, français qui en est Vice-Président. Ce sont donc ces personnes qui ont à trancher ce type de problèmes. Ils recevront ou ils ont reçu, je ne sais exactement, des demandes d'adhésions, sept demandes d'adhésions et cela est soumis à la discussion, d'autant plus qu'il existe aussi les partis qui, localement, se réclament depuis longtemps déjà du socialisme démocratique. Je souhaite simplement que l'ensemble de ces partis dès lors qu'ils sont démocratiques, aient la sagesse de s'entendre pour donner à travers toute l'Europe une tonalité aussi commune que possible afin de représenter l'une des grandes forces de pensée et d'action en Europe. Mais mon opinion n'ira pas plus loin ou du moins je ne l'exprimerai pas.

QUESTION.- M. Jacques Delors dit qu'il ne voit pas d'inconvénient à ce que l'Allemagne de l'Est devienne le treizième membre de la Communauté. Or, l'Allemagne de l'Est, tout comme la Hongrie, entend rester membre du Pacte de Varsovie. D'après vous, est-ce que cela ne posera pas de problème en matière de défense notamment ?

- LE PRESIDENT.- Je suppose que - c'est une question que vous devriez poser à M. Delors - mais enfin puisque c'est moi qui suis là et pas M. Delors, je comprends très bien que vous vous adressiez à moi. Je crois qu'il ne faut pas trop anticiper car il y aura des élections en Allemagne de l'Est et c'est après le résultat de ces élections que l'on saura les orientations de ce pays. On connaît les orientations actuelles, elles sont conformes à ce que vous venez de dire. Quelles seront les orientations des dirigeants et du Parlement d'Allemagne de l'Est dans un deuxième temps qui est assez prochain, je ne peux pas vous le dire. C'est vrai qu'il y a aussi un problème spécifiquement allemand. Tout ce que dit Jacques Delors mérite réflexion. Alors je réfléchirai.

QUESTION.- Je représente ici la télévision culturelle hongroise et nous apprécions beaucoup qu'à vos deux visites ici, à Budapest, vous ayez cherché à rencontrer personnellement des intellectuels hongrois, des représentants de la vie intellectuelle hongroise. Alors pouvons-nous espérer entrer un jour dans cette confédération européenne dont vous avez lancé l'idée dans votre message du nouvel an, est-ce que vous pensez que nous aspirons à une culture européenne dont nous faisons également partie et vos contacts avec ces intellectuels hongrois vous aident-ils un peu, vous conseillent ou bien vous informent simplement ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai déjà dit, vous, Hongrois vous êtes d'Europe autant que les autres. Simplement, vous êtes un peu plus originaux. Vous avez une langue, une culture, une histoire qui font que vous êtes hongrois mais pas slaves, vous n'êtes pas germains mais hongrois, vous n'étiez pas turcs, vous n'êtes pas tout à fait autrichiens. Vous êtes hongrois, avec une langue dont les racines mêmes échappent au sort commun des langues indo-européennes. Cette identité-là vous tenez par-dessus tout à la préserver. Alors une langue européenne, depuis l'espéranto, il est difficile de penser que cette langue va naître comme cela. La solution est qu'il faudra bien que les seuls Européens s'habituent à parler des langues européennes. Et je pense que l'enseignement à

la base doit désormais comporter l'enseignement d'au moins deux langues en dehors de la langue natale. C'est ce que font déjà souvent les Hongrois. J'ai pu visiter le lycée bilingue où j'ai vu que beaucoup de jeunes parlent très bien, au bout de deux ou trois ans, sans être allés en France, le français. Et cela est vrai de l'allemand, ou du russe, ou de l'anglais, comme des autres langues qu'ils apprennent.

- Donc, votre langue est originale et pourtant il est vrai que s'il existe un courant intellectuel, c'est bien entre la Hongrie et la France. C'est curieux même de penser que cet échange culturel n'est pas soutenu par le reste, il n'y a pas d'échanges commerciaux importants, il n'y a pas de tradition dans ce domaine. Vous avez toujours appartenu à un monde au temps où l'Europe était grande, où les distances étaient éloignées, vous étiez d'un côté, nous étions de l'autre. Vous apparteniez à des alliances ou à des empires, pas les nôtres. Et les circuits commerciaux sont passés ailleurs, vous le savez bien. Malgré cela, les circuits intellectuels ont été très forts, très puissants.

- Nous sommes toujours, nous, étonnés et émerveillés de voir qu'il y a tant de Hongrois qui ont une culture très importante de plusieurs pays occidentaux, notamment de la culture française. J'aimerais bien qu'il y ait plus de Français qui connaissent davantage la culture magyare. D'ailleurs on va faire un effort dans ce sens. Nous allons faire un effort dans ce sens, en multipliant les capacités de professeurs et aussi les échanges d'étudiants avec davantage de bourses pour qu'ils puissent faire des stages en France. Mais si nous sommes si différents, il n'empêche que les cultures européennes représentent une source exceptionnelle. Tout cela va dans le même fleuve. On se sent européen quand on est entre soi, sur un autre continent, on se retrouve tout de suite. Alors, je crois que ce serait tout à fait vain, inutile et dangereux de rechercher l'identité et la confusion. Mais que chacun reste lui-même sur la base de la connaissance d'autres langues et d'institutions politico-juridiques qui les réunissent davantage et nous aurons déjà fait du bon travail.\

QUESTION.- Est-ce que ce n'est pas la cohésion de l'union elle-même qui est menacée ? Est-ce que M. Gorbatchev n'est pas en train de subir son examen le plus difficile ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je pense que c'est très difficile pour lui, c'est une raison de plus pour, dans la mesure de nos moyens, et là où nous sommes, faciliter sa tâche afin d'assister à une évolution heureuse dans la solution des problèmes qui lui sont posés. Il y en a beaucoup, c'est vrai. Et le problème des nationalités me paraît le presser plus encore que les problèmes économiques. Les uns et les autres sont graves.

- Le rôle de l'Union soviétique en tant que pays fédérateur de ces nationalités, c'est d'assurer la paix entre les ethnies qui s'opposent et de préserver les chances de l'avenir, c'est-à-dire en préservant la paix par des moyens pacifiques. Cela n'est pas de mon ressort. Je souhaite simplement que les choses se déroulent de cette façon et que les ethnies menacées puissent être protégées par la puissance publique.\